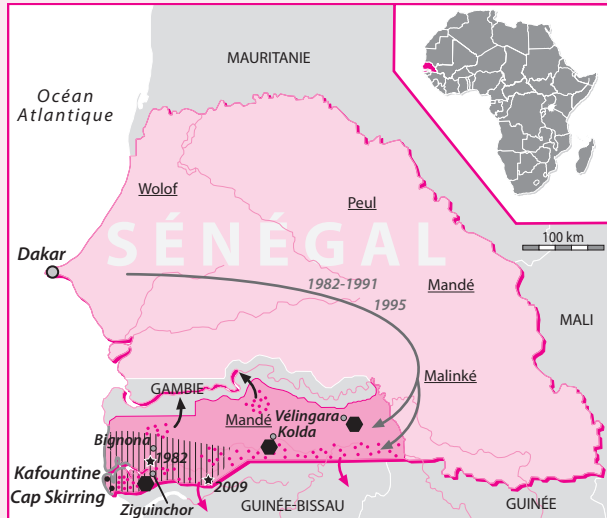




## **SÉCESSIONS, REVENDICATIONS IDENTITAIRES**

# La Casamance, la dissidence à perpétuité ?



## La Casamance : un territoire excentré mais avec des potentialités

- Zones touristiques
- Agriculture développée (riziculture)
- Mandé Ethnies du groupe Mandé
- Une province excentrée
  - Localités touristiques
  - Industries agroalimentaires

## Une volonté d'indépendance qui entraîne des tensions

- ★ Principaux incidents
- Envoi de l'armée sénégalaise contre les rebelles du MFDC
- Rebelles réfugiés (attaques de Dakar et divisions entre les rebelles)
- Mines antipersonnelles
- Retrait des forces internationales de déminage (2013)



La Casamance est indépendante depuis le référendum de 1958. Le « non » l'avait emporté mais les voix casamançaises ont été diluées dans l'ensemble sénégalais. Le Sénégal n'a pas à nous donner l'indépendance car il ne nous a jamais colonisés.

Mamadou Nkrumah Sané, Mouvement des forces démocratiques de Casamance, *Jeune Afrique*, 29/09/2011.



La Casamance est une région d'une superficie de 29 000 km<sup>2</sup> appartenant au Sénégal mais duquel elle est séparée par la Gambie. Elle est agitée depuis 1982 par un interminable conflit qui n'a jamais vraiment cessé en dépit de nombreux cessez-le-feu (1991, 1999) et accords de paix (2001, 2004). Après une période d'accalmie, les hostilités ont repris depuis 2009.

**La Casamance est une région agricole riche et peuplée d'environ 500 000 habitants.** Elle est appelée le grenier du Sénégal. On y trouve arbres fruitiers et rizières. Elle est souvent décrite comme un Éden touristique en raison de ses îles, de ses plages (avec un Club Med), de son patrimoine colonial, voire de ses événements culturels. Des multinationales occidentales, au détriment de l'environnement local, s'y intéressent aujourd'hui comme la société sino-australienne Carnegie et Astron Ltd pour y exploiter le zircon à Niafrang.

## Un conflit atypique de basse intensité

Si ce conflit oublié fut « l'un des plus longs qu'ait connus l'Afrique contemporaine, il est aussi l'un des plus singuliers : il est en effet l'un des rares à ne pas avoir pour enjeu le contrôle de ressources minières ou énergétiques, et aussi à ne pas avoir connu de massacres de masse » (J.-C. Marut, *Le conflit de Casamance*, 2010). Les communautés de la région vivent néanmoins dans la crainte des crimes, d'attaques armées sporadiques ou d'assassinats politiques qui n'ont jamais vraiment cessé.

## Un conflit de type séparatiste

La Casamance est le **symbole des volontés séparatistes de certaines régions africaines**. Les origines remontent au moment de l'indépendance du Sénégal, en 1960, alors que le président Léopold Sedar Senghor avait laissé entrevoir la possibilité d'une autonomie renforcée au bout de quelques années. Ces revendications

d'indépendance ont été renforcées par un **sentiment d'isolement**. La région est éloignée de Dakar et semble **en marge des politiques de développement** qui ont été opérées surtout dans le nord. Ce sentiment d'injustice est ravivé par l'arrivée de fonctionnaires du nord envoyés par Dakar qui bénéficient de privilèges importants comme l'attribution de terres ou de droits de pêche et d'exploitation de forêts. L'indépendance de la Gambie constitue enfin un exemple qui justifierait celle de ce territoire.

### Un conflit où le rôle des factions est central

Le conflit éclate réellement en 1982 au moment où une marche pacifique en faveur de l'indépendance, organisée par le Mouvement des forces démocratiques de Casamance, est violemment réprimée par le pouvoir. La lutte se poursuit aujourd'hui, même si elle a été ponctuée à plusieurs reprises de périodes de cessez-le-feu. Elle a fait de la région un territoire dangereux où de nombreuses mines ont été disséminées.

Comme dans de nombreux conflits africains, **le rôle des ethnies et de la religion semble au final assez minime**. La Casamance est certes peuplée majoritairement de Diolas mais bien d'autres ethnies participent à la revendication d'indépendance. De même, si beaucoup sont animistes, l'un des chefs du MFDC fut l'abbé catholique Augustin Diamacoune Senghor (les catholiques représentent 30 % de la population), tandis que d'autres membres sont musulmans.

### Le Sénégal a joué des divisions des indépendantistes

À l'instar de nombreux mouvements indépendantistes africains, **les divisions, sur lesquelles l'État sénégalais a joué, sont nombreuses**. La mort de l'abbé Diamacoune en 2007, qui contrôlait les branches politique et armée du MFDC, a entraîné de nombreuses oppositions. Au niveau politique, Mamadou Nkrumah Sané, qui réside à Paris, s'oppose à Jean-Marie François Biagui, vivant à Lyon. Les militaires, quant à eux, s'éparpillent à diverses factions.

## ACTUALITÉ

Un fragile processus de paix est en cours depuis octobre 2017 sous l'égide de la communauté catholique de Sant'Egidio qui a entamé une médiation entre les rebelles du MFDC et le gouvernement sénégalais

Depuis octobre 2016, la France ne considère plus la Casamance comme une destination à risque pour ses ressortissants mais elle conseille cependant une « vigilance renforcée ». C'est le signe d'une volonté du Sénégal et de la région de pouvoir relancer l'activité touristique dans la région. Alors que la fréquentation touristique avait baissé dans des proportions considérables à cause des affrontements, cette activité semble reprendre depuis 2010 dans la mesure où les tensions semblent diminuer. Les opérations de déminage ne sont toutefois pas terminées et en janvier 2018, la Casamance a connu un regain de violence avec l'assassinat de 14 bucherons dans la forêt classée de Bayottes (au sud de la ville de Zinguinchor) où coupes de bois illicites et revendications d'indépendance se rejoignent pour le pire.

# Chiapas, le rêve zapatiste



## Repères spatiaux

- Zone montagneuse (altitude > 1000 m.)
- Hydrographie

## Repères historiques

- Sites archéologiques (Mayas)    CHIAPAS États fédéraux mexicains
- Missions

## Repères économiques

- Villes
- Routes principales
- Réserve de biosphère et parcs nationaux
- Exploitation et prospection pétrolières

“ Excusez ce contretemps, mais ceci est une révolution.  
Sous-commandant Marcos (1<sup>er</sup> janvier 1994). ”

Le Chiapas est un petit État du sud du Mexique à la frontière avec le Guatemala, peuplé d'Indiens (40 %) et de métis (55 %), il s'est rendu célèbre par une révolte conduite par un chef, le sous-commandant Marcos, affublé d'un passe-montagne et d'une pipe, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA.

## Une région de la Mésoamérique

Ce lieu se rattache à une marge que le chercheur Paul Kirchhoff a nommée Mésoamérique, comprenant le sud du Mexique et l'Amérique Centrale. C'est un espace caractérisé par une forte indianité, une ruralité dominante, des structures sociales archaïques, un espace régional confronté à toutes les questions du développement auquel s'ajoute l'importance des risques naturels (volcanisme, séisme, ouragan). Dans cette région, le Chiapas jouit d'une situation géographique stratégique : situé à la frontière sud du Mexique, c'est la porte d'entrée vers le nord du Mexique et les États-Unis mais aussi une route commerciale inévitable vers le reste de l'Amérique Centrale.

## Le Chiapas est l'un des 31 États de la république fédérale du Mexique

Il est situé dans le sud du pays, frontalier avec le Guatemala. Par ses caractéristiques il est proche des autres États de l'Amérique centrale : une densité faible de 58 habitants au km<sup>2</sup> mais une croissance démographique soutenue (environ 4,8 millions d'habitants sur 74 000 km<sup>2</sup>) ; un espace organisé par une alternance de vallées et de chaînes de montagne qui concentrent des pluies tropicales ; une terre d'excès (séisme du siècle le 9 septembre 2017 magnitude 8,2). Sa population majoritairement indigène, d'origine maya, conserve une forte identité.

## Un État avec des contrastes violents

Les Chiapas sont le premier fournisseur de pétrole, de café ou d'énergie hydroélectrique du Mexique et près de 20 % de sa superficie ont été cédés en concessions minières ou en projets touristiques. Pourtant sa situation sociale de

l'époque était particulièrement précaire : le tiers des enfants n'y était pas scolarisé et souffrait de malnutrition, l'analphabétisme y dépassait 50 % et le taux de mortalité y était supérieur de 40 % à celui de Mexico.

### Un conflit très médiatisé

Le Chiapas est sorti de l'anonymat international en raison **d'un soulèvement armé à partir de janvier 1994, organisé par l'Armée Zapatiste de Libération Nationale** contre l'ALENA qui entrainait en vigueur le jour même et qui menaçait de ruiner les petits producteurs locaux ainsi que leur mode de vie, le *Lekil Kuxxlejal* maya qui s'apparente au *Buen Vivir* que l'on retrouve en Équateur ou en Bolivie. Le mouvement qui se réclamait du légendaire Emiliano Zapata (1879-1919) a abouti à la prise de plusieurs centres urbains dont San Cristobal et Comitán. Les zapatistes du Sous-Commandant Marcos se disaient défenseurs des droits bafoués des communautés et réclamaient plus de libertés publiques, de droits civils, des écoles, des hôpitaux, des crédits à taux bonifiés, la

répartition équitable des terres, le respect de leurs langues et de leurs traditions, la participation dans les décisions politiques qui les concernaient...

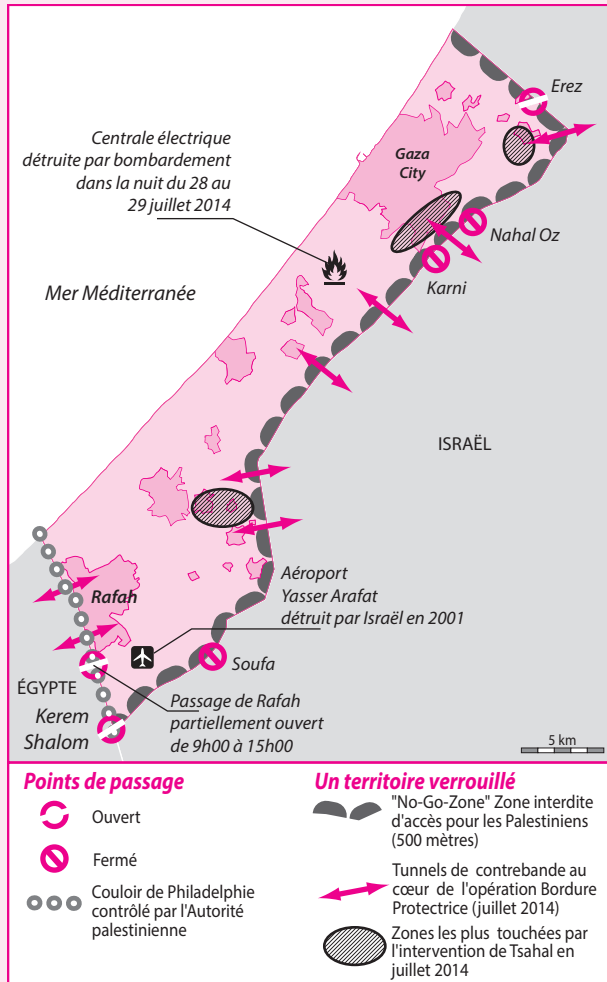
### Au Chiapas, le peuple dirige...

Depuis 2001, dans le cadre des Accords de San Andrés de 1996 et d'une réforme constitutionnelle mexicaine, **les tensions sont apaisées** et le sous-commandant Marcos a déposé les armes et a fait une entrée triomphale dans Mexico devant 150 000 personnes en mars 2001. Toutefois, des groupes qui s'en réclament continuent à organiser un système parallèle d'éducation et de santé, au point que selon le chercheur Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme, autonomie, société du bien vivre et multiplicité du monde*, 2016, « Au Chiapas zapatiste, le peuple dirige et le gouvernement obéit ». Ces événements ont également entraîné un regain d'intérêt pour une région proche du Yucatan touristique.

## ACTUALITÉ

Le conflit du Chiapas a débouché, après 2001, sur le lancement d'un programme à vocation économique et stratégique, le Plan Puebla-Panama (20 milliards de dollars sur 20 ans autour de 20 projets d'infrastructures). Ce dernier a pourtant rencontré une opposition au Chiapas qui dénonce une intégration mais aussi une soumission aux intérêts nord-américains. Il existe actuellement au Chiapas, au-delà des Zapatistes, une myriade de mouvements sociaux, associations, mouvements religieux, syndicats, coopératives, qui multiplie manifestations, blocages de routes, occupations de bâtiments officiels... et qui doivent faire face, dans le contexte de la lutte contre les cartels à une riposte militarisée de paramilitaires ou d'un harcèlement judiciaire contre les opposants aux projets gouvernementaux. Après l'élection, en juillet 2018, de Andres Manuel Lopez Obrador et la victoire de son mouvement de régénération nationale (Morena) incarnant une gauche nationaliste à fibre sociale, l'avenir du Chiapas pourrait s'écrire autrement.

# Gaza : une prison à ciel ouvert



“ Dans une prison aussi, les détenus contrôlent l'espace. Ils ne sont pas libres pour autant. ”  
 Jeff Halper, *Le Monde*, 2014.

Il s'agit d'une bande littorale de la Palestine d'une largeur d'une dizaine de kilomètres en moyenne peuplée de 2 millions d'habitants dont environ 400 000 habitants pour la ville éponyme et devenu l'épicentre du conflit israélo-palestinien.

## Gaza est au cœur du conflit israélo-palestinien

La bande de Gaza, qui a accueilli de nombreux réfugiés palestiniens à la suite des conflits israélo-arabes (la région a été sous contrôle égyptien entre 1949 et 1967 avant d'être occupée par l'armée israélienne) a été placée, avec la Cisjordanie, sous administration de l'Autorité palestinienne, suite aux accords d'Oslo de 1993. Elle est sous le contrôle du Hamas depuis 2006 suite à sa victoire électorale. Isolée par un blocus israélien et égyptien (le point de passage de Rafah n'est ouvert qu'occasionnellement lors du ramadan ou pour des raisons humanitaires), elle a été le théâtre de conflits presque incessants avec des épisodes plus meurtriers en 2009, 2012, 2014.

## Une prison pour enfermer dehors les indésirables

La seconde Intifada lancée en 2000 a pris des formes particulièrement violentes dans la bande de Gaza où, sur une superficie de 365 km<sup>2</sup>, plus d'un million de personnes s'entassaient alors que les meilleures terres agricoles étaient accaparées par 8 000 horticulteurs israéliens. Les difficultés pour assurer la sécurité des colons ont conduit les autorités israéliennes à l'évacuer la bande de Gaza en 2005 dont l'intérêt sécuritaire semblait secondaire malgré son contrôle par le Hamas. C'est le seul endroit où le mur de séparation suit exactement le tracé de la ligne verte de 1949. Prison à ciel ouvert, le blocus de Gaza permet « d'enfermer dehors les indésirables » (Emmanuel Ritaine) dans des conditions particulièrement difficiles : approvisionnement en eau et en énergie limité, très fort taux de chômage...

## Les tunnels, un enjeu primordial

Les tunnels datent des années 1980. Initialement, ils jouaient le rôle de routes commerciales souterraines pour assurer le

transit de marchandises entre l'Égypte et Gaza. Avec la mise en place du blocus de Gaza en 2007 leur nombre, d'une dizaine en 2005, a progressé à une centaine en 2008 et leur chiffre d'affaires moyen a été multiplié par 15 sur la même période. Leur gestion fut au cœur de la lutte entre le Fatah et le Hamas entre 2005 et 2007. Dès sa prise du pouvoir en 2007, ce dernier créa une Commission de gestion des tunnels pour distribuer des licences de construction et d'exploitation ainsi qu'une taxe de 15 % sur les marchandises entrant à Gaza pour dégager les ressources du financement de l'aménagement de la bande. Ces chemins sont également utilisés pour importer des armes depuis le Sinai et servent de centres de commandement, voire d'abris aux groupes armés palestiniens. Des « tunnels offensifs » permettent aussi aux Palestiniens d'effectuer des incursions en territoire israélien et d'y mener des opérations parfois spectaculaires (capture du caporal Gilad Shalit en juin 2006).

### Une très forte asymétrie dans les dégâts

Qu'il s'agisse de l'opération « Plomb durci » (décembre 2008-janvier 2009) ou de l'opération « Bordure protectrice » (juillet-août 2014), l'histoire récente des relations entre Gaza et Israël se résume à une succession d'opérations militaires. Ces dernières se caractérisent par une forte asymétrie surtout du côté des victimes : 1 314 tués chez les Palestiniens contre 13 tués chez les Israéliens (dont 10 soldats) lors de l'opération « Plomb durci » ; 2 078 Palestiniens tués, 10 000 blessés (dont un tiers d'enfants), 17 000 maisons détruites ainsi que l'unique centrale électrique de Gaza, des hôpitaux endommagés, et un bilan matériel de 4 milliards d'euros pour l'opération « Bordure protectrice ». Ce rapport de force s'apparente à une punition collective pour le 1,5 million de Gazaouis dont l'ONG israélienne Gisha rappelle que l'État hébreu contrôle des pans entiers de la vie des habitants de Gaza : registre d'état civil, eaux territoriales, espace aérien. Tsahal interdit à la population de se rendre en Cisjordanie en violation des accords d'Oslo qui faisaient

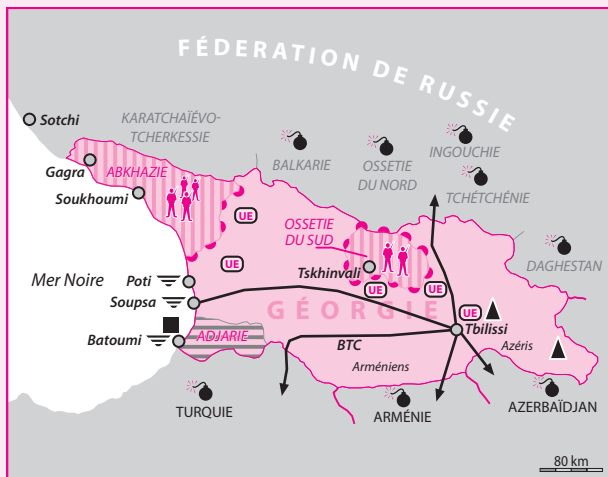
## ACTUALITÉ

Après le 30 mars 2018, la bande de Gaza a donné lieu à des manifestations dans le secteur frontalier pour dénoncer le blocus israélien et exiger le retour des réfugiés palestiniens chassés en 1948. Suite à une flambée de violences (150 morts Palestiniens entre avril et juillet 2018) et à des représailles massives israéliennes consécutives à la mort d'un soldat israélien, un énième accord de cessez-le-feu a été conclu le 21 juillet 2018. Jusqu'à quand ?

Le refus, en août 2018, de D. Trump de continuer à subventionner l'UNWRA (dont la subvention américaine représente le tiers du budget) devrait se traduire par des coupes dans l'éducation et la santé, remettant en jeu l'avenir de 5,3 millions de Palestiniens en général et en particulier ceux de Gaza qui sont les plus fragiles.

des deux territoires une seule entité. Les habitants de la bande n'ont pas le droit non plus de pénétrer dans la zone tampon (« no-go zone ») large de 500 mètres à 1 kilomètre le long de la frontière avec Israël.

# Géorgie : perle du Caucase et éternel champ de bataille



## Un pays fragmenté

- Région ou république sécessionniste reconnue indépendante par la Russie
- République autonome non sécessionniste
- Frontière fermée

## Un pays contrôlé

- Instabilité frontalière
- Forces militaires russes
- Mission de surveillance de l'UE (EUMM)

## Un pays stratégique

- Gisement de pétrole
- Principaux gazoducs ou oléoducs dont BTC (Bakou - Tbilissi - Ceyhan)
- Terminal pétrolier
- Port principal

Un pays de religion orthodoxe avec des minorités religieuses

Arméniens Orthodoxie arménienne Azéris Musulmans

- Un environnement de crises

“ C'est seulement après s'être libérés de l'Union soviétique que nous avons commencé à revendiquer plus pleinement notre véritable identité européenne [...] Pour la Géorgie, il est clair qu'il ne peut y avoir d'autre alternative que l'intégration européenne et euro-atlantique.

Irakli Garibachvili, Premier ministre de la Géorgie, *Le Monde*, 22-1-2014.

La Géorgie est une ex-république de l'URSS. La proclamation de l'indépendance, le 9 avril 1991, met fin à une occupation soviétique débutée en février 1921 en écho à l'annexion russe, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, d'un territoire longtemps disputé entre Russes, Ottomans et Perses. La tragédie de la sévère répression de la manifestation antisoviétique du 9 avril 1989 a renforcé le nationalisme géorgien.

## Un petit État du Caucase

**Pays montagneux du Caucase du Sud**, d'une superficie de 69 700 km<sup>2</sup> pour une population de 3,8 millions d'habitants, la Géorgie est frontalière de la Turquie et de trois autres ex-républiques soviétiques : Russie, Arménie et Azerbaïdjan. Elle fait partie des différents ensembles géopolitiques du Caucase, de l'espace post-soviétique où s'exerce les visées actuelles de la Russie, de la mer Noire, et de la zone de contact Europe-Asie. Elle est un espace stratégique pour la réalisation de différents corridors de transports, notamment énergétiques comme l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, Ceyhan (BTE-C).

## Une vie politique agitée

Depuis l'indépendance, la vie politique y est particulièrement houleuse. L'ultranationalisme et l'autoritarisme du premier chef d'État Zviad Gamsakhourdia provoquent des troubles autonomistes en Ossétie. Édouard Chevarnadze, ancien ministre des Affaires étrangères de M. Gorbatchev, antiséparatiste et aidé par la Russie lors de la guerre civile de 1993, lui succède en 1995. Il se tourne ensuite vers l'Occident mais démissionne lors de la révolution des Roses de novembre 2003. Le président, Mikheil Saakachvili, accentue la politique pro-occidentale et anti-sécessionniste avant d'engager, en 2008, le pays dans une guerre avec l'Ossétie et la Russie. La coalition libérale *Rêve géorgien*, du milliardaire Bidzina Ivanichvili, prend le pouvoir en octobre 2012. Partisane d'un rapprochement avec l'Union européenne et l'OTAN, et d'un apaisement avec la Russie, elle se maintient au pouvoir avec trois Premiers ministres successifs et le président Giorgi Margvelachvili élu en octobre 2013.